

**Discours de Christine Gangloff-Ziegler  
Présidente de l'Alliance des Universités de Recherche et de Formation  
(AUREF)**

**Ouverture du séminaire de l'AUREF**

**18 juillet 2018 – Mairie d'Annecy**

Seul le prononcé fait foi

Tous nos remerciements à l'Université de Savoie Mont Blanc pour l'organisation de notre 3<sup>ème</sup> séminaire de l'AUREF et à la mairie d'Annecy pour son accueil dans ses locaux.

Ce 3<sup>ème</sup> séminaire de l'AUREF porte sur les relations avec l'Etat et le dialogue de gestion. Il fait suite au colloque de Corte qui portait sur l'analyse des politiques publiques et au séminaire de Lorient sur l'excellence distribuée, que nous avons finalement du tenir à Paris.

Il est utile de rappeler pourquoi nous avons créé l'AUREF en passant d'un réseau informel en 2013 à une association en 2017 :

- Nos universités ont voulu exprimer des positions spécifiques, des sensibilités différentes au sein de la CPU. Si la CURIF a été dans une période récente la première organisation à l'origine de cette expression propre, il existe aussi d'autres regroupements comme ceux des universités marines, ultramarines, ou encore la CDEFI, les UT, etc. Se regrouper c'est d'abord montrer que l'on existe pour être entendu. Cela nous a permis d'être associés aux concertations organisées, et de dialoguer avec toutes les instances de notre ministère de tutelle, en parlant au nom d'un groupe. Cela a permis aussi de mieux communiquer par nos tribunes.
- Ce qui nous réunit c'est aussi l'attachement à des valeurs : la réussite des étudiants, la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, le soutien au développement des territoires et des entreprises, la coopération plutôt que la compétition, l'équité de traitement pour une meilleure cohésion des territoires.
- Enfin, nous avons fait le choix non d'une communication systématique mais d'une communication sur les thématiques spécifiques de l'AUREF : l'aménagement et la cohésion des territoires en s'appuyant sur des universités de plein exercice en capacité d'interagir avec leur environnement, le lien formation et recherche de la licence au doctorat, des moyens à la hauteur des ambitions pour toutes les universités, la transparence quant à l'efficacité des universités intégrant en valeur relative l'ensemble des moyens publics investis dans une université, l'égalité entre les étudiants, la défense de l'excellence distribuée, où qu'elle se trouve.

Il faut également rappeler qu'en 2016-2017, au niveau national, les universités ont accueilli 1 623 500 étudiants sur 2 609 700 inscriptions dans l'enseignement supérieur,

soit 62%. Hors doubles inscriptions en CPGE, les effectifs à l'université ont augmenté en 5 ans de 9,6% contre 3,8% durant la période quinquennale précédente. Ces évolutions ne devraient pas surprendre au regard d'une part de l'évolution démographique et d'autre part de la stratégie européenne et plus encore nationale ayant pour objectif d'amener 60% d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur. Ainsi, nous avons aujourd'hui 50% d'étudiants en plus dans les universités que les prévisions de 2008 ne l'annonçaient et 26% d'effectifs supplémentaires dans tout l'enseignement supérieur !<sup>1</sup>

Incroyable prédiction qui, au mieux, explique ou, au pire, a pu justifier le décalage dans les moyens attribués aux universités, et qui, en tous cas, en tant que scientifiques, devrait nous rendre plus critiques quant aux prévisions mises en avant pour justifier certaines décisions prises.

Demander plus de moyens globalement pour les universités ce n'est que demander le rattrapage de cette erreur grossière de prévision qui a placé notre système d'enseignement supérieur dans une situation très difficile.

Le niveau de prise en compte des étudiants est un autre aspect. Pour mémoire, en 2015, l'Etat finançait :

- les CPGE à hauteur de 15 100 € nets par an pour préparer à des concours des étudiants sélectionnés ;
- les STS à hauteur de 13 760 € nets par an pour préparer l'examen de BTS pour des étudiants sélectionnés ;
- les universités à hauteur de 10 390 € bruts<sup>2</sup> par an pour préparer le diplôme de licence pour des étudiants non sélectionnés en L1, ou pour les DUT, écoles internes master et doctorat avec sélection.

Enfin, par comparaison, un lycéen en lycée général et technologique coûte 11 040 € nets par an.

Demander plus de moyens globalement pour les universités ce n'est que demander de considérer que sont à égale dignité les étudiants inscrits à l'université et dans les classes préparatoires aux grandes écoles pour construire enfin un système qui soit plus égalitaire. Malgré le ressenti de certains, les universités ne sont pas toujours en train de se plaindre, elles demandent simplement à pouvoir remplir leurs missions de plus en plus nombreuses

---

<sup>1</sup> Dans la Note d'information 08.32 de novembre 2008 : « Prévisions des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2008 à 2017 » de notre ministère, il était indiqué : « suite à un effet démographique, le nombre de bacheliers diminuerait entre 2008 et 2017 (- 4,9%). Ces deux effets cumulés, les effectifs de l'enseignement supérieur devraient fortement reculer en dix ans pour atteindre 2 074 400 étudiants inscrits, c'est-à-dire, 153 800 étudiants de moins qu'en 2007 (soit - 6,9%). À l'université, la baisse serait plus importante, 195 700 étudiants néanmoins y seraient inscrits (- 15,2%) » pour passer à 1 090 857.

<sup>2</sup> Ce montant inclut les dépenses de recherches qui correspondent à près de 40% de ce montant. Les dépenses nettes par étudiant à l'université se situent plutôt dans une fourchette allant de 4 000€ à 8 000€ nets par an.

avec des étudiants de plus en plus nombreux pour mettre en cohérence la stratégie annoncée et sa mise en œuvre. Et pour proposer des conditions de travail soutenables pour nos enseignants, enseignants-chercheurs et personnels de soutien.

Pour revenir à l'AUREF, nos universités accueillent le tiers des étudiants en université (environ 550 000) et souffrent d'autant plus des tensions financières qu'elles sont plus éloignées des sources extra-budgétaires de financement tels les Programmes d'Investissement d'Avenir et les plans campus.

Nous voyons des évolutions positives et d'autres qui interrogent, et rendent d'autant plus nécessaire notre association :

- La question majeure est celle de la concentration des moyens, en parallèle de la métropolisation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, concentration qui au départ s'est faite notamment par les plans campus, les PIA ou encore contrats triennaux en plus des CPER. Aujourd'hui, il est envisagé d'utiliser la subvention pour charges de service public (dotation de l'Etat) comme, sans doute, un nouveau levier de la concentration des moyens par un redéploiement entre universités. Et l'outil annoncé est le dialogue de gestion sous couleur de prendre en compte les spécificités de chaque université.  
Les interrogations sont fortes et feront l'objet d'une grande partie de nos discussions : lorsque l'Etat individualise ses attentes et que les financements y sont liés, quelle place restera-t-il à l'autonomie des universités ? Cela contribuera-t-il à ce schéma souhaité par certains, d'une part, d'un aménagement large du territoire pour le niveau licence, et d'autre part, d'une concentration des moyens sur une dizaine de métropoles, voire d'infra-métropoles quand la fusion se pense excluante, pour les niveaux master et doctorat ? Il peut être difficile de faire revenir ensuite les diplômés sur leur territoire d'origine, ce qui affaiblit d'autant leur capacité de croissance économique et de développement social.
- Et, ne nous y trompons pas, cela entrainera aussi la concentration des laboratoires de recherche, de la présence des organismes et des moyens dédiés sur cette dizaine de métropoles et donc le départ des plus hauts potentiels et des entreprises les plus innovantes qui ont besoin de la recherche publique pour se développer.
- Dire ensuite que sont plus performantes en valeur absolue les universités qui concentrent tant de ressources n'est en fait qu'une prédiction anticipatrice. Mais le raisonnement ne porte pas sur l'efficacité qui est le rapport entre les moyens investis et la performance.

Certains aujourd'hui s'interrogent face à ces évolutions :

- Villes de France a déjà tiré la sonnette d'alarme, et nous avons eu l'occasion d'organiser une journée commune sur ces sujets que nous partageons.
- Les dernières élections présidentielles ont démontré la nécessité de s'intéresser à la question de la cohésion des territoires et donc d'une vision reposant sur l'aménagement du territoire
- Plus récemment, la prise de position du prix Nobel d'économie, Jean Thirole, dans le *JDD* en juin 2018, a été remarquée : *"Il faut arrêter d'octroyer aux universités un monopole régional sur une discipline et cesser de créer des mammoths d'une centaine de milliers d'étudiants. A Lyon, Marseille ou Toulouse, par exemple, nous pourrions avoir 5 universités totalement pluridisciplinaires avec chacune 15 000 à 20 000 étudiants, ce qui nous rapprocherait de la norme internationale."*
- L'AUREF enfin qui rappelle régulièrement quel rôle ses membres jouent comme levier de la réussite des étudiants et de développement du territoire en s'appuyant sur leurs forces en recherche, en innovation et en formation.

Ces deux jours nous permettront de partager ces interrogations et de faire des propositions sur différents points :

- Quelles propositions alors que s'annonce un dialogue de gestion avec l'Etat ?
- Le sens de la politique nationale de l'ESR ; comment en être acteur ?

Mais aussi en lien avec l'actualité immédiate :

- Quel bilan de Parcoursup et quelles évolutions souhaitables ?
- Quelles actions futures pour l'AUREF ?

Je vous souhaite de très bons travaux. En les alliant à des moments de convivialité organisés par l'USMB, nous saurons aussi entretenir les relations amicales qui nous lient au-delà des préoccupations que nous partageons.